

## Chronique de l'Observatoire n° 2

### La Corée du Nord de Kim Jung-un : défis et opportunités

Joseph H. Chung, Ph.D.<sup>1</sup> et Florian Gauthier<sup>2</sup> avec les commentaires d'Éric Boulanger

Cette chronique est tirée d'une conférence et d'une table ronde qui se sont tenues le 13 mars 2015 à l'UQAM dans le cadre des activités de l'Observatoire de l'Asie de l'Est : Chine, Japon, Corée du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM). Le texte principal, écrit par Joseph H. Chung et Florian Gauthier, est suivi du commentaire d'Éric Boulanger.

#### Introduction

Un des phénomènes les plus intrigants qu'on retrouve sur la péninsule coréenne est l'énorme écart du niveau de développement économique entre le Sud et le Nord (tableau 1). En effet, en 2012, le produit intérieur brut (PIB), à parité de pouvoir d'achat (PPA), de la Corée du Sud était de 1,6 trillion de dollars É.U. contre à peine 40 milliards pour la Corée du Nord. Le PIB de la Corée du Sud est donc 40 fois plus élevé que celui de son voisin alors que son PIB par habitant est de 32 800 de dollars (PPA) contre à peine 1 800 pour le Nord ; le PIB par habitant est donc 19 fois plus élevé au Sud. D'autre part, la valeur des exportations sud-coréenne était de 553 milliards de dollars contre à peine 5 milliards pour le Nord, soit, 111 fois plus grande au Sud. De même, la valeur des importations au Sud était de 514 milliards contre 4,3 milliards au Nord, soit 119 fois plus élevée au Sud.

Il y a donc un écart drastique entre la Sud et le Nord sur le plan de l'économie, mais ce ne fut pas toujours le cas. En effet, le PIB par habitant de la Corée du Nord était supérieur à celui de la Corée du Sud à partir de 1955 jusqu'à 1972. Le PIB par habitant de la Corée du Nord était de 854 dollars en 1960 (en dollar constant de 1990) et a atteint environ 2000 dollars en 1972. Pendant cette période, le PIB par habitant du Sud était légèrement inférieur, cependant, à partir de 1973, le PIB de la Corée du Sud a distancé de plus en plus celui du Nord pour atteindre 19 614 dollars en 2011 contre 1 112 au Nord.

---

<sup>1</sup> L'auteur est professeur de sciences économiques et co-directeur de l'Observatoire de l'Asie de l'Est.

<sup>2</sup> Chercheur à l'Observatoire de l'Asie de l'Est et étudiant au doctorat à l'ENAP.

**Tableau 1.** Indices comparatifs des deux économies

Indices	Corée du Sud	Corée du Nord
1. PIB (PPA) 2011(milliards \$É.-U)	1 6000	40
2. PIB par habitant (PPA) 2012 (milliards \$É.-U.)	32 800	1 800
3. Secteurs de l'économie 2012 (%)		
• Primaire	2,7	23,3
• Secondaire	39,8	42,9
• Tertiaire	57,5	33,8
4. Budget du gouvernement 2012 (milliards \$É.-U.)		
• Revenu	276	3,2
• Dépenses	260	3,2
4. Commerce international 2012 (milliards \$É.-U.)		
• Exportations	552	4,7
• Importations	413	4,3

Source : Banque de la Corée et centres de recherche économique en Corée

La question qui se pose tout naturellement est pourquoi une telle différence entre les deux parties de la péninsule coréenne. Pourtant, les habitants du Nord et ceux du Sud ont une origine commune, ils parlent la même langue et partagent les mêmes traditions et la même culture, et ce jusqu'à la division de la péninsule en deux pays après la Deuxième Guerre mondiale. Ce que ce texte veut discuter et expliquer, ce sont les facteurs déterminants de cette disparité. En vérité, il est plutôt difficile d'analyser d'une manière rigoureuse ces facteurs en l'absence des données sur la société nord-coréenne. Tout ce qu'on peut faire est donc de l'essayer. Les données utilisées dans cet ouvrage proviennent de diverses sources dont la CIA et la Banque de la Corée.

Ce texte discute des observations concernant les facteurs déterminant du sous-développement de l'économie de la Corée du Nord. La littérature disponible et les opinions de divers milieux en Corée du Sud et ailleurs dans le monde semblent attribuer le sous-développement de l'économie nord-coréenne aux facteurs suivants : l'impact négatif de la doctrine Juche sur l'économie, la structure triple de l'économie nationale, l'inefficacité de la planification économique, la stratégie « Sungun Jungtchi » (« priorité au militaire ») et les sanctions économiques de l'Organisation des Nations unies (ONU). L'impact des sanctions de l'ONU n'est pas traité dans cet ouvrage, car, il n'y a aucune donnée fiable et disponible sur leurs impacts. Après avoir discuté les facteurs du sous-développement de l'économie nord-coréenne, ce texte s'intéresse également aux perspectives d'avenir de cette dernière. Enfin, ce texte offre en guise de conclusion un aperçu de l'orientation souhaitée de la politique du développement économique du régime de Kim Jung-un

Ce texte comporte les quatre parties suivantes : les facteurs du sous-développement de l'économie nord-coréenne, les réformes ayant pour objectif de corriger les lacunes du système, une évaluation globale de la politique nord-coréenne du développement de l'économie, les perspectives d'avenir de l'économie nord-coréenne.

## 1. Facteurs du sous-développement de l'économie nord-coréenne

### *La doctrine Juche*

La doctrine Juche a été le facteur le plus nocif au développement de l'économie. Il importe d'abord de comprendre l'origine de cette doctrine fabriquée par Kim Il-sung, le fondateur de la Corée du Nord. Au fait, la doctrine Juche a été imposée par le contexte même de la politique internationale des années 1950 et 1960 impliquant la Corée du Nord, la Corée du Sud, la Chine et l'Union Soviétique. Ce qui est arrivé à l'époque était que la première étape vers la prise de pouvoir pour Kim Il-sung était de consolider le pouvoir au sein du Parti des travailleurs de la Corée (PTC). Au début, le PTC était composé de quatre factions: faction « domestique » (Corée du Sud), faction Yanan (Chine), la faction soviétique et, enfin, la faction guérilla (ou des partisans) dominée par Kim Sung-il

Au cours de la consolidation du pouvoir dans les années 1950 et 1960, Kim Il-sung a purgé toutes les factions sauf celle des partisans composée de patriotes qui ont battu avec Kim Il-sung contre l'armée japonaise. Il y a eu un complot en 1956, mené par les factions soviétique et chinoise contre Kim Il-sung mais Kim a réussi à expulser ses adversaires du PTC avec succès<sup>3</sup>. Ceci a eu pour résultat de contrarier la Chine et les Soviétiques et, enfin, d'isoler Kim Il-sung. Il s'est déroulé un autre incident qui a eu pour résultat de l'isoler davantage. Il s'agissait de la chicane idéologique tripartite impliquant l'authenticité du marxisme-léninisme. Khrouchtchev accusait Mao Zedong d'être un révisionniste en ne respectant pas le leadership collectif qui est l'élément central du « marxisme authentique », alors que Mao, à son tour, condamnait Khrouchtchev et son rapprochement avec le capitalisme américain et surtout, son recul devant la menace armée de John F. Kennedy lors de la crise cubaine au début des années 1960.

Kim Il-sung a défendu, au début de la chicane, la position de la Chine, ce qui a davantage contrarié les Soviétiques. Ce qui était plus grave était la Révolution culturelle en Chine qui a eu pour conséquence l'arrêt de l'aide économique de la Chine pour Kim Il-sung. De plus, la politique de l'économie ouverte de Deng Xiaoping à partir de 1978 a éloigné davantage Kim Il-sung de la Chine. Bref, la conséquence de la consolidation du pouvoir et de la chicane idéologique était l'isolation complète de Kim Il-sung et la perte importante de l'aide économique et des investissements étrangers. Par ailleurs, dans les années 1970, plusieurs centaines d'ingénieurs russes ont quitté en aggravant davantage la pénurie des techniciens nécessaires au développement de l'économie.

---

<sup>3</sup> Le leader de la faction russe, A. I. Hegay fut expulsé en 1951 du parti sous le prétexte qu'il n'avait pas réussi à réparer une réserve d'eau bombardée par les avions américaines. Le leader de la faction de Yanan (Chinoise), Mu Chong fut également expulsé pour avoir échoué ses responsabilités en tant de commandant de l'armée nord-coréenne lors de la guerre de Corée de 1950-1953. Enfin, le leader de la faction de la Corée du Sud, Park Hon-young et d'autres, furent exécutés sous le prétexte d'avoir été espions pour la Corée du Sud

Étant isolé complètement, Kim Il-sung devait trouver tout seul des moyens de maintenir son régime sans compter sur les relations internationales. Voilà, donc, l'idée de Juche formalisée dans les années 1960. Au sens étroit du mot, le Juche signifie l'indépendance politique, l'indépendance culturelle, l'autosuffisance économique et l'autosuffisance militaire. Les idées d'indépendance et d'autosuffisance peuvent être attrayantes pour les nationalistes, mais la question importante est de savoir comment le régime va nourrir, habiller et loger la population. Autrement dit, la question était de savoir si le Juche et le développement économique étaient compatibles l'un à l'autre ? C'était sans doute le défi auquel s'affrontait Kim Il-sung. Une chose certaine était qu'il devait compter uniquement sur la population nationale pour la construction d'un pays et développer l'économie de ce dernier. Pour ceci, il fallait une population docile, unie, obéissante et agir, comme une seule personne, à la commande du leader absolu.

Or, pour que Kim Il-sung devienne leader absolu, il fallait que la population l'accepte comme un être doté de pouvoir surhumains. C'est-à-dire qu'il devait être conçu comme un quasi-dieu. C'est comme ça que le processus de déification de lui-même et de son héritier, Kim Jong-il, a commencé. Chose étonnante est que le processus de la déification a apporté des résultats au-delà de toute attente. La population semble avoir accepté que Kim Il-sung comme un homme qui peut faire tout et qui sait tout. Bref, Kim Il-sung était regardé comme un homme omnipotent et omniscient. Dans le cas de son fils, Jong-il, le processus de déification était encore plus dramatique. On a tout fabriqué une mythologie d'après laquelle lors de sa naissance dans une cabane sur le Mont sacré Paiktu, deux hirondelles chantaient de joie, deux arcs-en-ciel se montraient pour célébrer la naissance et une grande étoile brillaient pour annoncer la naissance. Il est difficile de savoir dans quelle mesure la population nord-coréenne a cru à cette mythologie, mais une chose est certaine est que Kim Jong-il après avoir pris la position du directeur d'un organisme de propagande et de discipline au sein du Parti communiste du peuple a affecté une importante partie du budget national pour le processus de déification de la famille Kim. Pour la déification de sa famille, Kim Jong-il a mobilisé la littérature, la musique, le cinéma, le théâtre et les sports d'une part et, d'autre part il a utilisé le système d'éducation comme moyens d'endoctrinement du *juchéisme*.

La doctrine de Juche, appuyée par le processus de déification, est devenue plus qu'une doctrine politique et économique. Au fait, elle est devenue un culte personnel de la famille Kim<sup>4</sup> Ce culte comporte deux éléments. Strictement parlant, le Juche est une doctrine de l'indépendance et de l'autosuffisance, mais, en réalité, elle est bien plus que ça. Au fait, elle est devenue un culte personnel en vertu de laquelle Kim Il-sung décide la nature et la portée de l'indépendance et de l'autosuffisance. Autrement dit, la doctrine Juche est devenu le *kimilsungisme* et en même temps *kimjongilisme*, mis ensemble, le

---

<sup>4</sup> Il y a dix principes déterminant les comportements de la population envers Kim Il-sung: (1) unifier la Corée selon l'idéologie du Grand leader ; (2) honorer le Grand Leader ; (3) l'autorité du Grand Leader est absolue ; (4) l'idéologie du Grand Leader est la foi (crédó) de la population; (5) il faut obéir le Grand Leader sans conditions ; (6) il faut unifier l'idéologie du parti communiste de la Corée du Nord selon l'idéologie du Grand Leader ; (7) il faut adopter les méthodes de travail qu'enseigne le Grand Leader ; (8) il faut valoriser la vie politique telle que définie par le Grand Leader ; (9) il faut renforcer les organismes selon les directives du Grand-Leader ; (10) il faut léguer aux postérités les grands accomplissements du Grand Leader.

*kimilsungisme-kimjongilisme*<sup>5</sup>. En termes économiques, la famille Kim remplaçait le mécanisme du marché ; elle décidait quoi produire, pour qui produire et comment produire. Cette doctrine a sans doute assuré une stabilité sociale et l'obéissance absolue du peuple. Par contre, elle a été un des facteurs définitifs qui ont empêché – retardé du moins – le développement de l'économie de la Corée du Nord, car dans une situation où un homme ou une famille décide tout pour la vie collective, il est difficile d'exercer des initiatives créatrices et productives des individus et des entreprises qui sont la force motrice du développement économique.

### *La structure de l'économie*

Une des caractéristiques de l'économie nord-coréenne est la structure triple de l'économie. L'économie nord-coréenne se compose de l'économie d'État, l'économie militaire et l'économie privée (Lee et Yoon, 2004). L'économie d'État consiste en coopératives agricoles et en les entreprises d'État et elle représente jusqu'à 70 % de l'économie nationale. Cette économie est planifiée par le gouvernement central et l'affectation des ressources est effectuée par l'État. Les moyens de production appartiennent au gouvernement et la distribution des produits est faite par le réseau de distribution public (RDP). Le financement de l'économie d'État est assuré pendant longtemps par la banque centrale, quoique, depuis des années 2000, un système des banques commerciales ait commencé à se développer. Les prix des produits sont décidés en fonction des coûts de production et non en fonction du mécanisme du marché

L'économie militaire fut établie en 1970 afin d'accommoder les besoins de la force armée. L'économie militaire produit, avant tout, des équipements militaires tels que, par exemple, les tanks, les navires de guerre, les avions, les munitions et bien d'autres produits dont ont besoin les forces armées. Mais, elle produit également des uniformes, des gants, des chaussures et d'autres produits dont ont besoin le personnel des forces armées. Dans les années 1990, il y avait 130 usines de munitions, 30 usines d'armes et 100 usines de produits civils et militaires (Lee et Yoon, 2004). La main-d'œuvre affectée à cette économie est d'un million soldats-travailleurs. Il importe de noter que l'économie militaire n'est pas très bien intégrée à celle d'État, ce qui rend difficile d'appliquer une politique économique efficace et cohérente. Qui plus est, il y a des conflits d'intérêts entre le secteur de l'économie d'État mené par le PTC et celui de l'économie militaire, ce qui est un facteur additionnel de l'incohérence et de l'inefficacité de la politique économique nationale. Les exportations de produits du secteur de l'économie militaire font partie significative des exportations nationales de la Corée du Nord, mais le succès de ces exportations est limité à cause, entre autres, du coût de production élevé due à une mauvaise localisation des usines. Par exemple, les usines de production des équipements militaires sont souvent localisées près de camps militaires, loin de centres urbains, ce qui fait augmenter les coûts de transport (Lee et Yoon, 2004)

Le troisième secteur est l'économie privée dont l'importance ne cesse d'augmenter (Chun, 1999). Par ailleurs, la survie du régime de Kim Jung-un dépend avant tout de la

---

<sup>5</sup> C'est l'expression utilisée par Kim Jung-un en 2012.

manière dont le régime gère le secteur de l'économie privée. Plusieurs facteurs expliquent l'émergence du secteur de l'économie privée. Le premier facteur est l'incapacité de l'économie d'État d'offrir les biens essentiels dont ont besoin le peuple. La rareté de biens de consommation est telle que le système de distribution du gouvernement ne fonctionnait plus. Le deuxième facteur est les initiatives prises par les fermiers et par les petits marchands de produire ou de d'acquérir des biens agricoles et des biens de consommation. Il y avait des produits agricoles dont du riz et de pomme de terres produits dans les jardins privés ou dans les espaces vides des usines ; il y avait aussi des biens récupérés dans des usines fermées et abandonnées ; il y avait des biens apportés de la Chine par les marchands chinois itinérants (Toloraya, 2007)<sup>6</sup> ; il y avait des biens qui faisaient partie de biens d'aide économiques des étrangers. Le troisième facteur était l'attitude d'une certaine flexibilité du gouvernement central à l'égard du développement du marché privé. En effet, en 1984, le gouvernement a permis, à titre d'expérimentation, le marché privé sous la surveillance soutenue. La politique concernant le marché privé fut appliquée d'une façon plus positive et ouverte lors de la réforme économique de 2002.

Le régime d'une structure triple de l'économie n'a pas aidé le développement économique nord-coréen. La juxtaposition des trois secteurs de l'économie a invité plusieurs problèmes, D'abord, il a été difficile de coordonner les trois secteurs et d'assurer la cohérence de la politique du développement. En deuxième lieu, sous un tel régime, il était presque impossible d'assurer un équilibre intersectoriel. Il se peut qu'il y ait eu un surplus de production dans le secteur de l'économie militaire, alors qu'il y ait un manque dans le secteur de l'économie d'État. En troisième lieu, il est plus que probable que le régime ait causé une mauvaise affectation des ressources humaines et matérielles. En un mot, la structure triple de l'économie constitue le deuxième facteur du sous-développement de l'économie de la Corée du Nord.

### *La planification économique*

La planification économique du régime Kim n'a pas été non plus un grand secours au développement de l'économie nord-coréenne (Country Studies US: North Korea, 1993). Le processus de la planification avait débuté même avant la guerre de Corée de 1950-1953. Le premier plan a été exécuté pendant les deux années avant la guerre qui avait pour but de préparer, grâce à l'aide de Moscou, l'invasion de la Corée du Sud. Alors, le premier plan d'après-guerre était pour la période, 1954-1956 et son but était de reconstruire les infrastructures sociales et industrielles qui avaient été détruites par la guerre. Le plan de reconstruction était relativement réussi grâce à l'aide de la Russie. Il convient de noter que, déjà, le développement des industries lourdes était choisi comme la base de l'économie nationale, une décision qui allait coûter cher. Une autre caractéristique de ce plan biennal était la création et le développement des fermes collectives sous forme de coopératives.

Le plan quinquennal de 1956-60 fut marqué par l'accélération du processus de la

---

<sup>6</sup> En 2007, il y avait 500 marchés privés dont 20 à Pyongyang

socialisation des fermes et des entreprises et, vers la fin de 1960, ce processus fut presque complété. Cette période fut également marquée par le mouvement « Chollima » dont le but était la production massive des biens. C'était un mouvement populaire qui s'était inspiré du mouvement du grand bond en avant en Chine. Le résultat réel du mouvement Chollima a été aussi discutable que le mouvement du grand bond sur la quantité et surtout sur la qualité des produits. Cependant, ce mouvement avait une signification historique dans le sens qu'il a mobilisé la population totale pour une cause nationale et qu'il a fait former, chez la population, une prise de conscience collective de la capacité d'accomplir, en tant que collectivité, quelque chose d'important. C'était à cette période-là que le gouvernement a établi le système en vertu duquel les unités de production étaient compensées pour avoir atteint la quantité cible de production, ce qui a produit un surplus de produit dans une région et une rareté de produits dans une autre région.

L'économie nord-coréenne a connu une croissance remarquable jusqu'à la fin des 1960. En effet, le PIB a augmenté de 30 % dans la période 1954-1956 et de 21 % dans celle 1957-1960. À vrai dire, le PIB de la Corée du Nord a augmenté, comme nous avons indiqué ci-haut, plus vite que le PIB de la Corée du Sud. Le plan suivant était un plan de sept ans, 1961-67 et l'accent fut mis sur les industries lourdes de défense nationale. Cette politique est devenue plus tard la politique « Sungun Jungtchi », de Kim Jong-il donnant la « priorité au militaire ». La priorité de la défense nationale s'imposait, d'une part, à cause de la menace de général Park Chung-hee, président de la Corée du Sud et, d'autre part, de la guerre du Viêtnam qui, aux yeux de Kim Il-sung, représentait le danger de l'intervention militaire américaine en Corée du Nord. Devant une telle situation, Kim Il-sung devait concentrer les investissements des ressources en industries militaires qui n'avaient que très peu de retombée sur le reste de l'économie. Le résultat inévitable était le ralentissement de la croissance de l'économie. Ce qui a aggravé davantage le ralentissement de la croissance de l'économie était une chute de l'aide économique chinoise à cause de friction entre la Chine et le Soviet. Le résultat décevant sur le plan de la croissance a motivé Kim Il-sung de prolonger la période de plan jusqu'à 1970 sans pour autant récolter des résultats escomptés (Country Studies, US, 1993)

Le plan de la période 1971-1976 avait pour objectif d'améliorer l'efficacité du système du plan. Cette fois-ci, le gouvernement a mis l'accent sur le développement des technologies d'une part et, d'autre part, sur l'intensification de l'autosuffisance en matières premières. De toute manière, en absence d'aide provenant de l'extérieur, le gouvernement n'avait pas le choix. Un des objectifs du plan était de corriger le manque de balance intersectoriel, mais sans grand succès due, entre autres, à la structure triple de l'économie. Par contre, il apparaît que le plan relativement réussi était celui de la période 1978-1984. Le cœur de ce plan était la modernisation et rationalisation de la gestion des entreprises. Un autre aspect était la priorité donnée à l'autosuffisance en équipement et en machinerie, car la Corée du Nord n'avait pas les moyens d'en importer, faute de sa capacité de rembourser la dette externe. Le but principal de ce plan était l'acquisition d'énergie et l'expansion des chemins de fer. En même temps, l'éducation populaire et idéologique recevait une partie significative des investissements publics. Il convient de noter que ce plan se distinguait par rapport aux plans précédents par les travaux d'aménagement territoire tels que par exemple l'irrigation, le développement des

champs agricoles terrasse de deux cent milles hectares et l'expansion du territoire de cent milles hectares à l'aide de remplissage de côte littorale. De plus, ce pan a permis d'investir en conservation des eaux potables et restauration des forêts.

En dépit d'une série de plans effectués depuis 1954, l'économie nord-coréenne n'a pas pu soutenir le taux de croissance après les années 1970; elle a continué à souffrir du manque de biens industriels et surtout de biens de consommation. Autrement dit, il faut reconnaître l'échec de la planification centrale. Alors, pour cette raison, le gouvernement a décidé en 1984 de tolérer le marché informel des biens de consommation. Cependant, en voyant l'expansion possible du marché privé puisse permettre la pénétration de la démocratie et du marché libre et, en conséquence, mettre en danger l'intégrité du régime même, le gouvernement a aussitôt refermé le marché privé naissant. Il est probablement opportun de noter ici que Kim Il-sung détestait la démocratie et le marché libre; il pensait qu'un tel régime invite la corruption. C'est cette perception du son père qui a induit Kim Jong-il à attendre huit ans de plus, avant d'adopter en 2002 une politique bien plus positive de marché privé. Il est à noter que pour des raisons quelconques, il n'y avait pas de plans entre 1984 et 1987.

Le plan a repris pour la période 1987-1993. Ce plan n'a pas été très utile non plus pour le développement économique. Ce qui est arrivé sont de l'investissement massif dans des hôtels, dans des théâtres, dans des statues de Kim Il-sung et en des routes afin de réaliser la Fête Internationale de la Jeunesse et des Étudiants en 1989. Il est difficile de savoir, dans quelle mesure, cette Festivité a fait monter le prestige international de la Corée et de Kim Il-sung, mais, une chose certaine est que l'économie nord-coréenne ne s'est pas améliorée. Alors, la Corée du Nord a essayé à remédier à la situation par un plan de 4 ans, 1989-1992. Pour une fois, le plan a mis la priorité aux industries légères afin de produire des biens de consommations. Mais il n'était pas si facile de changer jour et lendemain la structure industrielle qui avait été dominée jusqu'à là par les industries lourdes.

La planification officielle du régime de Kim Il-sung a pris la fin en 1992 et la période que s'en suivait fut la pire période marquée par des famines et des inondations causant des millions de personnes à mourir de faim. Par surcroît, Kim Il-sung est décédé en 1994, ce qui a forcé son héritier politique, Kim Jong-il à consolider rapidement son pouvoir. D'ailleurs, ce dernier a fini par déclarer la stratégie « Sungun Jungtchi » soit « le militaire d'abord » qui, comme nous verront plus loin, n'a pas aidé la cause du développement économique. Ce qui a rendu le problème économique encore plus compliqué était l'effondrement de l'Union soviétique à cause duquel le commerce avec cette dernière a pratiquement terminé. Les années 1990 furent une période d'une crise monumentale. Le PIB par habitant (en dollars courants) qui avait augmenté de 620 dollars en 1970 à 980 en 1988 a chuté à 600 en 1999, soit une chute libre de 37 %. L'économie nord-coréenne souffre encore aujourd'hui du choc de cette crise.

### *La stratégie Sungun Jungtchi*

En absence de l'aide de la part de la Russie et des anciens pays membres de l'Union Soviétique et de l'arrêt du commerce avec ces derniers, Kim Jong-il avait deux choses.



D'une part, il a lancé la stratégie « Sungun Jungtchi » en 1995 qui avait pour fonction, de mobiliser un million de soldats-ouvriers pour des travaux publics, de renforcer les capacités militaires jugées nécessaire devant la modernisation de la force armée de la Corée du Sud et de consolider son pouvoir. Les soldats-ouvriers ont été affectés à la construction des infrastructures militaires et civiles et de logements (Koh, 2004). Il est difficile de savoir la mesure quantitative de leur contribution à l'économie. Un autre but de la stratégie « Sungun-Jungtchi » était d'exporter les produits militaires. En dépit de cette stratégie, l'économie nord-coréenne n'a pas repris son développement. De plus, d'après une étude (Suh, 2002) la stratégie a imposé un fardeau lourd sur l'économie nord-coréenne.

## **2. Les réformes**

### *La réforme de 2002*

Alors, en 2002, Kim Jong-il a pris une décision audacieuse ; il a effectué une réforme radicale, à savoir, la privatisation, quoique limitée, de l'économie nationale. La réforme s'est déclarée le 1er juillet 2002, c'est qu'on appelle les mesures 7.1. La réforme a comporté plusieurs aspects. En premier lieu, le rationnement des biens de nécessité a été aboli, ce qui voulait dire la fin du fonctionnement du réseau de distribution officielle. De toute manière, la fermeture du système de rationnement s'imposait, car, il n'y avait plus des biens à rationner. En deuxième lieu, les entreprises privées ont été permises d'entreprendre des activités économiques, surtout dans les industries des produits de consommation tels que des nourritures, des vêtements, des chaussures et d'autres biens de nécessité. En troisième lieu, le gouvernement a permis aux entreprises d'augmenter les prix des biens et les salaires des travailleurs. La hausse des prix avait pour objectif de renforcer les incitations des entreprises à investir davantage, alors que, celle de salaire avait pour fonction de donner aux consommateurs un plus grand pouvoir d'achat. En quatrième lieu, l'usage de devises étrangères par les entreprises a été permis également en vue de faciliter le commerce international. En cinquième lieu, les entreprises ont été encouragées à améliorer l'efficacité gestionnaire par une comptabilité et la gestion plus autonome sans intervention de l'État (Lee et Yoon, 2004).

La réforme de 2002 fut, sans doute une décision courageuse de la part de Kim Jong-il, car elle pouvait bien menacer l'intégrité politique du régime totalitaire. Malheureusement, les résultats de la réforme étaient en dessous de l'attente. La hausse des prix a provoqué l'inflation, ce qui a alourdi le fardeau budgétaire du gouvernement. Ce dernier a émis les obligations gouvernementales sans intérêt ayant pour but d'atténuer l'inflation et ramasser les épargnes de la population.

D'après Lee et Yoon (2004), la réforme n'était pas, à vrai dire, une véritable réforme; elle était tout simplement la manifestation de la réalité qui s'était développée depuis les années 1980. Quoiqu'il en soit, le Chosun-shinbo (le 22 décembre 2003)<sup>7</sup> a jugé la réforme comme un succès, car elle s'est traduite par une l'accroissement de la

---

<sup>7</sup> Un quotidien au Japon sympathique à la cause du régime nord-coréenne

production des biens. Il est difficile de vérifier le bienfondé de cette affirmation. De plus, d'après le quotidien, la réforme a produit une nouvelle façon de penser chez la population; la réforme a démontré qu'une certaine forme de socialisme ouvert n'est pas impossible; il s'agit bien d'un socialisme où une sorte de marché libre peut exister dans un cadre politique et administrative socialiste. C'est une observation qui a une certaine crédibilité. Grâce à la réforme de 2002, l'idée du marché libre a continué à inspirer la population nord-coréenne jusqu'à aujourd'hui en dépit des interventions du gouvernement afin de limiter un tel développement. C'est ainsi que 60 % de biens de consommation chez les citoyens de Pyongyang étaient procurés du marché privé (Ahn, 2002). Une leçon collective qu'a apprise la Corée du Nord était l'importance du rôle du marché privé dans la dynamique du développement économique (Chun, 2004)

### *La réforme de 2009*

Kim Jong-il a tenté une autre réforme, cette fois-ci, une réforme monétaire et du taux de change en 2009 (CIA World Factbook, 2013). La réforme monétaire de 2009 a eu pour objectif de combattre l'inflation qui avait persisté depuis des années d'une part, et, d'autre part, d'accélérer la production des biens. D'abord, afin d'accélérer la production des biens, le gouvernement a augmenté le salaire des ouvriers et les prix des biens de base. Ainsi, le salaire mensuel des ouvriers qui variaient de 3000 wons à 6000 wons avant 2009 a sauté à 250 000 wons à 350 000 wons, soit un accroissement de 53 fois à 83 fois. En ce qui trait au prix d'un kilo du riz, il a augmenté de 300 wons jusqu'à 40 000 wons dans certaines régions lointaines (Courrier international, 2010). Une telle hausse drastique des prix et des salaires est tout simplement impensable dans une économie normale. En tout cas, dans les pays de Kim Jong-il, c'est fait. Cette partie de la réforme était pour l'augmentation de la production des biens. Mais, il est difficile de vérifier s'il y a eu vraiment un accroissement important de la production des biens.

La réforme de 2009 visait également à une stabilité du taux de change en vue de promouvoir le commerce international des biens. Le taux de change officiel était fixé à 98 Won contre un dollar américain. Ce taux était évidemment bien au dessus de la vraie valeur de Won nord-coréen. Il n'est point difficile d'imaginer qu'une telle mesure invite inévitablement un marché noir, ce qui est arrivé effectivement. En réalité, dans le marché noir, un dollar américain valait alors plus de 4000 wons (Courrier international, 2010).

Le résultat de la hausse des prix et des salaires des ouvriers était l'inflation annuelle de plus de 2 % Afin de combattre l'inflation, Kim Jong-il a imposé une réforme de billets nord-coréens. Il a annoncé une directive relative à la nouvelle valeur de won et la modalité de changer les anciens billets pour les nouvelles. Ainsi, la valeur du won a augmenté de 100 % ; c'est-à-dire que 100 wons avant le 30 novembre 2009 est valorisé à un won (Amitié France-Corée, 2009 ; CIA World Factbook, 2013). Ce qui est encore plus insensé était la directive de changer les billets dans une semaine seulement. Pour le montant qui n'aura pas été échangé, il fallait le placer dans institutions financières selon une modalité donnée. Est-ce que cette réforme a réussi à combattre l'inflation ? Il est difficile, sans doute, de répondre à cette question. Cependant, il est plus que probable qu'elle ait affaibli le pouvoir d'achat des

consommateurs et en conséquent, freiné la production des biens.

### **3. Évaluation de la politique du développement de la Corée du Nord**

S'il y a une conclusion tirée de notre discussion ci-dessus, c'est sûrement l'échec du régime de la famille Kim sur le plan du développement économique. Il est donc nécessaire de résumer les facteurs déterminants de cet échec pour que Kim Jong-un, le nouveau jeune leader, puisse en prendre en considération dans sa nouvelle politique économique. On peut identifier une foule de facteurs. La triple structure de l'économie nationale, le manque de la continuité, de cohérence de coordination du système de planification, la stratégie « Sungun Jungtchi », les sanctions de l'ONU et finalement l'état de guerre qui existe encore sur la péninsule. Cependant, le facteur qui intègre tous ces facteurs partiels est le *juchéisme* dont l'objectif primaire est la perpétuation de la dynastie Kim. Il convient de noter que les succès du *juchéisme* dépendait, dans une large mesure, de l'isolement de l'économie et de la socialisation de cette dernière. Plus l'économie est ouverte, plus grand serait le danger d'affaiblir le régime. Plus le marché devient un marché privé, plus grande serait la probabilité de l'effondrement du régime. Par contre, il faut souligner un fait indéniable, à savoir, qu'il y a un rapport intime entre le développement économique d'une part et, d'autre part l'isolement de l'économie et le rôle du marché privé. Des expériences antérieures en matière du développement économique démontrent que plus l'économie est fermée et plus le marché socialisé empêche la mise en valeur des initiatives et la créativité des individus, plus grande serait le danger du sous-développement. La dynastie Kim devait marcher sur une corde raide d'équilibre entre le développement économique et la survie du régime. Autrement dit, la dynastie Kim devait marcher sur la corde raide du compromis juste entre l'ouverture de l'économie et le rôle du marché privé d'une part et, d'autre part, le développement économique. Qualifions la recherche de cet équilibre et de ce compromis comme le « modèle de survie » de la dynastie Kim.

Le modèle de survie va nous aider à mieux comprendre ce qui se passé dans le royaume Kim sur le plan du développement économique. Au fait, l'adoption de la triple structure de l'économie nationale et la stratégie « Sungun Jungtchi » était motivée par le désir de sauver le régime *juchéiste* en renforçant l'économie militaire devant le menace de la Corée du Sud, risquant fort une mauvaise affectation des ressources rares dont disposait le Corée du Nord. De même, le manque de cohérence et de coordination du système de planification économique était attribuable à la stratégie de la survie du régime. Il est vrai qu'en 1984 et 2002 le gouvernement a toléré le marché privé et la distribution aux magasins privés non pas pour un développement soutenu de l'économie, mais plutôt pour calmer la population qui souffrait de la crise de faim. Une fois la crise calmée, le régime a restauré le régime de centres de distribution publics. La réforme monétaire de 2009 avait pour objectif de soulager la pression budgétaire et non pour le développement de l'économie. En un mot, il y a lieu d'avancer l'hypothèse que l'échec du développement économique soit attribuable au *juchéisme*. Et si ceci est le cas et si Kim Jung-un veut vraiment développer son économie, il faudra sortir du piège du *juchéisme*, développer des rapports productifs avec des pays étrangers et mettre en valeur la créativité et la productivité des individus.

#### 4. Les perspectives d'avenir

Kim Jong-il est parti pour toujours de la scène politique et son fils Kim Jong-il a hérité le royaume qui a ruiné l'économie et qui n'a pas réussi à nourrir convenablement son peuple. La question intéressante est de savoir si le nouveau leader veut et peut développer l'économie nord-coréenne. Supposons qu'il veut développer l'économie. Il y a lieu de croire qu'il le veut, car, si non, la survie du *juchéisme*. Donc il est devant un dilemme ; il a les choix suivants : soit préserver le *juchéisme* en sacrifiant le développement de l'économie, soit promouvoir le dernier en sacrifiant le premier, ou soit trouver un compromis entre le *juchéisme* et le développement économique. Un tel compromis peut être le modèle vietnamien « Doi Moi »<sup>8</sup>. Quelle serait son choix ? La probabilité de choisir le premier choix paraît relativement faible, car la préservation du *juchéisme* nécessite la déification, ce qui n'est pas possible dans son cas, à cause de la courte période de sa préparation pour la succession du pouvoir d'une part et, d'autre part, de l'accès facile chez les jeunes nord- Coréens à l'information sur le niveau de vie enviable en Corée du Sud et même en Chine. Ces jeunes ne seront pas facilement endoctrinés. Il faut ajouter également, que la population en général et les jeunes en particulier peuvent révolter, voir même aventurer un coup d'État et chasser le jeune Kim. Si ceci est une supposition valable, Kim Jung-un va opter pour le développement de l'économie, sans pour autant abandonner complètement le *juchéisme* de son père et son grand-père. Il faut se rappeler que le *juchéisme* demeure, aux yeux d'une bonne partie de la population nord-coréenne, le symbole de stabilité et la légitimité de la dynastie Kim

Il convient de noter ici que grâce à la formation de Kim Jung-un en Europe et à son jeune âge, le monde a espéré de voir une plus grande ouverture de la Corée du Nord vers le monde externe. Au fait, il y a déjà quelques signes témoignant certains changements en Corée du Nord. Par exemple, Kim Jong-un a, dans son discours de nouvelle année de 2015, consacré presque la totalité de son discours aux problèmes économiques, sans oublier toutefois de souligner l'impératif du renforcement des capacités de défense nationale. En effet, il a clairement indiqué qu'il va poursuivre la politique, « Byungjin », à savoir le progrès simultané du développement de l'économie et le renforcement des capacités militaires dont les armes nucléaires<sup>9</sup>.

Un autre indice de la volonté possible de Kim Jung-un d'ouvrir son pays vers le monde externe est une série de constructions des infrastructures et des équipements ayant pour but possible d'attirer les étrangers et de plaire aux nord-coréens. Par exemple, la construction d'un immense centre de ski, la prolifération du marché privé, l'accroissement rapide des voitures étrangères (Le Monde, 2015), l'usage des cartes de crédits, une mobilité interrégionale plus libre de la population peuvent être un signe de la tolérance pour le développement des marchés privés et de l'invitation des touristes

---

<sup>8</sup> Par ailleurs, Kim Jong-il aurait souvent dit qu'il préférerait le modèle vietnamien, « Doi Moi » qui signifie « rénovation ». Il s'agit d'une transformation progressive du régime de dictature en régime plus démocratique. Il s'agit aussi d'un régime où l'idéologie communiste et le marché privé capitaliste coexistent, les propriétés privées et l'autonomie quasi-totale de la gestion corporative sont permises.

<sup>9</sup> Il est possible que la possession des bombes nucléaires ait pour résultat diminuer les dépenses militaires et, par conséquent, aider le développement de l'économie.

étrangers. En outre, il y a des indications que Kim Jung-un permette aux gouvernements régionaux et locaux une autonomie, quoi que limitée, il va de soi. Par exemple, d'après un rapport (Tudor, 2015) la ville Chongjin, un port située sur la côte littoral de la Mer de l'Est, qui est une des zones économiques spécialisées se permet d'importer une grande quantité de vêtements japonais dont les pantalons « jeans » et tolère des comportements plus spontanés des citoyens. Par exemple, les femmes imitent le style de coiffure de la « first lady », épouse de Kim Jung-un. La préoccupation des jeunes est de devenir plus belle ou plus beau, ce qui peut signifier qu'ils ne sentent plus d'être victime de l'oppression du surveillant politique. Toujours d'après le même auteur, la production des appartements par les soldats-ouvriers s'accélère et les transactions entre les individus se multiplient même en absence des courtiers en immeubles. Un autre indice de l'ouverture est la prolifération de téléphones mobiles. En 2009, il y en avait deux millions<sup>10</sup>. Ceci aurait sans doute accéléré les échanges des idées et des informations concernant le retard de la Corée du Nord en développement de l'économie nord-coréenne.

Supposons que Kim Jung-un est disposé à abolir le *juchéisme* ou à en modifier pour que les relations économiques externes deviennent plus ouvertes et que le marché privé se développe avec moins des interventions du gouvernement. Même si tout ceci est vrai, une question fondamentale se pose. Est-ce que la Corée du Nord est capable d'assurer des conditions nécessaires du développement de l'économie. Alors, quelles sont ces conditions nécessaires ? Les conditions nécessaires se classifient en trois catégories suivantes: l'offre des facteurs de production, la disponibilité d'un environnement institutionnel favorisant des activités économiques créatrices et productives, et la gestion efficace du développement de l'économie. Les facteurs de production comprennent la main d'œuvre, les capitaux physiques, les capitaux monétaires et les technologies. D'abord, la main d'œuvre. La population nord-coréenne est de 23 millions habitants et elle a reçu une éducation générale de sorte qu'il n'y aura pas de difficultés de former la main d'œuvre requise. Il y a lieu de croire que, comme dans bien d'autres pays socialiste, le nombre de techniciens et d'ingénieurs est relativement adéquat. Par contre, ce qu'il faudra en Corée du Nord est la formation des experts en matière de sciences sociales et la gestion corporative dont les comptables et les économistes, les sociologues, politologues et les gestionnaires corporatifs. Ajoutons aussi l'importance de la formation en économie capitaliste et en régime du marché libre. D'après le bpi france (2014), l'Organisme Non-Gouvernemental (ONG) singapourien, Chosen Exchange, est en train de former les Nord-Coréens au capitalisme et au régime du marché libre.

Le capital physique au sens large du mot comprend les infrastructures industrielles et sociales ainsi que les matières premières. Il y a plusieurs études qui indiquent l'abondance, en Corée du Nord, des matières premières dont de l'or, de l'argent, des charbons, du fer, du tungstène, de la magnésie et même du pétrole. Ces matières premières vaudraient autant que 8 trillions de dollars, soit plus de quatre fois le PIB de la Corée du Sud. Les infrastructures industrielles et sociales sont rares; même celles qui

---

<sup>10</sup> Les téléphones mobiles ont été installés en Corée du Nord par une entreprise égyptienne, ORACOM

existent sont d'une mauvaise qualité. Ce qui est urgent de développer ou de réparer sont les chemins de fer et de routes. Comme nous verrons ci- bas, la Russie semble bien disposée à investir une somme importante en chemin de fer nord-coréens. Il faudra également investir beaucoup plus dans les ports, les aéroports, surtout dans des centrales électriques. En ce qui concerne les technologies, il n'y a pas doute que les technologies militaires aient atteint un niveau très élevé. Cependant, les technologies dont a besoins Kim Jong-un sont plutôt les technologies de niveau d'intensité moyen en main- d'œuvre ou en capital. Il n'est pas certain que ces technologies soient disponibles, si non, elles peuvent être relativement facilement importées de la Corée du Sud ou de la Chine.

Le capital monétaire comprend le capital interne et le capital externe. En Corée du Nord, on manque du capital monétaire interne à cause de l'absence des institutions financières d'une part et, d'autre part, la faible capacité d'augmenter la somme d'épargnes tant chez les consommateurs que chez les entreprises. La solution serait sans doute les investissements étrangers. Heureusement, la Corée du Nord peut se permettre un certain optimisme sur le plan des investissements étrangers. Pour le moment, ce sont principalement la Chine et la Russie qui investissent en Corée du Nord. En 2011, il y a 200 compagnies chinoises en Corée du Nord : 35 (mines), 11 (agriculture), 17 (parcs industriels), 7 (vêtements), 4 (commerce). En outre, la Chine a été active dans le développement de la région (Nanto, 2011).

Le développement économique nécessite l'existence d'un environnement institutionnel et règlementaire ayant pour fonction de créer des nouvelles idées, de mettre en valeur de ces idées dans un milieu permettant une interaction économique juste et équitable et de protéger les droits des individus et des entreprises. Créer un tel environnement n'est possible que s'il y a un système des lois et des règlements, d'une part et, d'autre part, un nombre d'organismes publics et publics. Il est à souhaiter que la Corée du Nord se dote d'un nombre approprié de centres de recherches ayant pour mission de fournir des idées aux organismes qui gèrent les fonctions assignées. En Corée du Sud, chaque ministère est appuyé par plusieurs centres de recherches. Par exemple, un des centres de recherche qui appartiennent au ministère de construction et de transport est le Korea Research Institute for Human Settlement (KRIHS) qui fournit des idées et des informations utiles pour la fonction du ministère. La Corée du Nord a besoins de développer une foule d'organismes privés et publics pour les crédits (institutions financières), la mobilisation de fonds (les bourses, le marché d'obligations, le compagnies d'assurance), les transactions des biens et de services (différents marchés), les transactions équitables (lois anti-monopole) et la protection des propriétés (lois de la protection des propriétés), incitations aux investissements étrangers (les taxes, l'accès aux informations et aux sites industriels et à internet, conditions relative au syndicalisme et au contrôle d'entreprise).

La perspective de l'influx des investissements étrangers n'est pas sans espoir. Déjà, la Corée du Nord fait partie de deux projets du développement de la région Nord- Est de la Chine. Il y a d'abord, le projet du développement intégré « Chunjintu » qui couvre les provinces Jiling et Liaoning et la partie extrême nord-est de la Corée du Nord le long du Fleuve Tumen. Ce projet a débuté en 2009. Grâce à ce projet, la région des villes de côte littoral de la Mer de l'Est, surtout les villes Rajin et Sonbong (Rason) sont en train de se développer. Ces deux villes sont désignées comme « zones économiques

spéciales » et joueront un rôle central du développement de la région. Le projet est d'une importance capital, car il aura pour effet de revitaliser l'économie de la région qui avait été une des régions les moins développés en Chine. De plus, la le projet permet à la Chine d'avoir l'accès direct à la Mer de l'Est et, par conséquent au Japon. L'autre grand projet chinois est celui du développement de la région de la Baie Bohai comprenant les villes côtières de la Mer Jaune dont Dalian, Dandong, Yinkou et Zinzhou. Ces mégaprojets du développement régional impliquent un investissement de 10 milliards de dollars.

Un autre instrument du développement économique de la Corée du Nord est le groupe des zones économiques spéciales (ZES) Les principales ZES sont huit en 2011, chacune étant spécialisée: Pyongyang (industries légères), Nampo (médicaments et huile comestible), Sinuiju (industries légères, textiles). Wonsan (construction des navires), Hamhung (charbons, produits chimiques), Kimchaek (métaux et raffinerie), Rajin-Sonbong (pétrochimique), Chongjin (industries lourdes). (Lee Ji Yong). Il est intéressant de noter que la Corée du Nord a mis sur pied la firme, Taepung International Investments et une banque d'importations et d'exportations. Jusqu'à date, la performance de ces ZES a été plutôt décevante. Par exemple, la ZES Sinuiju a débuté en 1991, mais jusqu'à présent, très peu d'entreprises s'y sont installées. Mais, on peut se permettre un certain optimisme. Par exemple, Singapour s'intéresse vivement à la ZES Wonsan qui, selon Singapour, deviendra le centre de médiation de transport maritime à cause du développement de voies maritime du Pôle-Nord Nord réduisant l'importance des voies maritimes Malacca dont Singapour est le principal bénéficiaire<sup>11</sup>.

La ZES Sinuiju joue un rôle clé dans la dynamique de la coopération chinoise-nord-coréenne. La Chine a financé la construction d'un pont entre la ville Sinuiju en Corée du Nord et la ville Dandong en Chine. De plus, la Chine a obtenu l'usage, pour cent ans, de deux îles dans le Fleuve Dandu. De même, dans la région Rajin-Sonbong (région Rason) à nord-est de la Corée la Chine a obtenu l'usage exclusif du Jetée numéro un du port de Rajin. En outre, la Chine et la Corée du Nord se sont entendues pour réparer les ponts entre Hunchun et Wonjeong-ri en Corée du Nord. Le 20 décembre 2010, la Compagnie chinoise Guanggun Investment et la Pyongyang Investment and Development Group ont signé un protocole de coopération pour le développement de la construction de centrales électriques, de chemin de fer et de raffineries pour un investissement de 2 milliards d'USD. Ainsi, les investissements chinois ont continué à augmenter et augmenteront à l'avenir (Nanto, 2011)

La Russie démontre également des intérêts aux investissements en Corée du Nord. (North Korea Watch, le 26 octobre 2014) La rencontre entre le ministre des Affaires étrangères de la Corée du Nord et le ministre russe du ministère de la région de l'est se sont rencontrés le 23 octobre 2014 et se sont entendus sur les investissements russes. La partie de l'entente qui attire l'attention est l'investissement russe de 25 milliards de

---

<sup>11</sup> Au fait, Singapour a été le modèle de la ZES Sinuiju dès 1991. En outre, la Corée du Nord a maintenu des rapports soutenus avec Singapour, car ce dernier a réussi dans le développement de l'économie sous un régime mono-leader, lequel régime est ce que la Corée voudrait soutenir (Soo-Suk Ko, 2015).

dollars pour divers projets dont la réparation et la modernisation de chemin de fer de 3500 km, soit la moitié de chemins de fer nationaux de 7000 km. La Russie va investir également dans les mines dont la mine de « terres rares » qui sont essentielles pour la production d'iPhones. La Russie va construire une route de 175 km pour accéder aux mines. Les investissements russes comprennent également la construction de la centrale électrique thermique Kangdong. Les principales entreprises russes sont le Rusal (production d'aluminium), la Mostvik (compagnie de construction), et la Sibal (exploitation des ressources naturelles). Il paraît que le commerce avec la Russie atteindra un milliard de dollars en 2020 ; en ce moment, le commerce avec la Russie est nul.

Ce qui se dégage de constats ci-dessus est que les grands projets du développement de la région Nord-est et de celle du Nord-Ouest de la Chine ainsi que le retour de la Russie en Corée du Nord avec des investissements massifs donnent une chance à Kim Jong-un de faire quelques choses valables pour l'économie de son pays. Ce n'est pas tout. Il y a aussi le complexe industriel Gaesung (CIG) juste au nord de la zone démilitarisée où 60 000 travailleurs nord-coréens qui ont déjà enrichi, de 1,2 milliards de dollars, le coffre-fort du jeune leader Kim. Deux centaines d'entreprises sud-coréennes produisent des biens de consommation ainsi que des biens capitaux valant plusieurs centaines de millions de dollars. La perspective de son avenir est d'autant plus brillante que, si l'ALE Chine-Corée se réalise, les produits de CIG seront exportés en Chine sans payer les droits douaniers. Il y a donc trois pôles de croissance: le pôle Nord-Est, le pôle Nord-Ouest et le pôle Sud. Il y a également comme nous l'avons vu ci-haut, une série de zones économiques spécialisées. Par conséquent, si l'on peut intégrer ces trois pôles dans un modèle tripolaire, la Corée pourrait réaliser, pour une fois, ce que la population désire, à savoir, manger, s'habiller et se loger d'une manière convenable. Bref, il y a des indices permettant un certain optimisme pour le développement de l'économie nord-coréenne (Frank, 2005, 2013)

## **Conclusion**

Il est vrai que le pays de la dynastie Kim a une réputation horrible. La Corée du Nord est un pays du culte personnel du leader, un pays hostile, un pays qui fait chantage nucléaire, un pays qui viole les droits de la personne, un pays qui exporte des armes de destruction massive. Si tout ceci est vrai, il est également vrai que la Corée offre une nouvelle frontière du développement économique dans la région. En effet, le développement de l'économie nord-coréenne offre aux *chaebols* coréens des opportunités intéressantes de participer au développement de l'économie nord-coréenne. Il convient de savoir que les *chaebols* sont en train de perdre leur part du marché en Chine à cause de rattrapage rapide technologique par les Chinois. Les *chaebols* coréens ont les capitaux et les technologies moyennes appropriées pour le développement de l'économie de Corée du Nord. Cette dernière offre des avantages d'être proche et de l'absence de la barrière de langue. La Corée du Nord est encore plus attrayante pour les PME sud-coréennes qui, grâce aux expériences au Complexe Industriel de Gaesung (CIG), savent comment s'adapter au système des affaires en Corée du Nord. Même les PME canadiennes et québécoises pourraient se joindre aux PME sud-coréennes dans l'investissement en Corée du Nord.



Il semble donc clair que la Corée du Nord se dote des potentiels immenses. Mais, pour que ces potentiels se traduisent en développement économique, il faudra satisfaire les conditions suivantes. En premier lieu, il faut avant tout faire en sorte que les talents de la population soient mis en valeur. Sans les initiatives, la créativité et le goût de prendre le risque, le développement économique est simplement impossible, ce que le *juchéisme* a prouvé. En deuxième lieu, il faut adopter les normes globales et les principes des relations commerciales et économiques et des investissements internationaux. En troisième lieu, il faut établir un environnement des affaires qui minimise les risques des investissements en installant les facilités de communication, en assurant la disponibilité de l'électricité, en offrant les espaces pour les recherche et développement, en établissant un équilibre entre les fardeaux fiscaux sur les investissements étrangers et la retombée locale des ces derniers. En quatrième lieu, il faut construire les infrastructures industrielles dont les routes, les chemins de fer, les ports et l'aéroport. En cinquième lieu, il faut réorienter tout le système d'éducation en vue de produire une main d'œuvre capable de réaliser le développement économique. En sixième lieu, il faut que les relations intercoréennes s'améliorent pour que les échanges commerciaux se reprennent et que les entreprises sud-coréennes puissent investir plus facilement en Corée du Nord.

Enfin, toutes ces mesures ne seront pas formées et appliquées à moins que le régime ne change substantiellement. Il se peut qu'une forme d'autoritarisme politique et bureaucratique soit utile, mais, il faut, en même temps, développer un marché libre et minimiser les interventions de l'État. Certes, il y a de signes que Kim Jong-un ait le goût de continuer le *juchéisme* de son père et de son grand-père. Mais, il faut qu'il sache qu'il est le moment où il doit choisir; il ne peut pas maintenir le *juchéisme* et en même temps le développement de son économie. Il est à espérer qu'il prenne la bonne décision.

### Références bibliographiques

-Ahn, Doo-soon (2002). The Possibility of North Korean Economic Reforms and the Policy Measures. <http://www.Pyun.lg.kr/gehuk.htm>

-Amitié Francecorée (2009) La réévaluation de Won Nord-Corée: un pari risqué

<http://www.amitiocoree.org>

-bpi france (2014).[www.la-croix.com/actualite/monde/en-coree-du-nord-l-essor-des-telephones-portables-deraile-l-economie-souterraine-2014-06-29-1171833](http://www.la-croix.com/actualite/monde/en-coree-du-nord-l-essor-des-telephones-portables-deraile-l-economie-souterraine-2014-06-29-1171833)

-Choo, Suk-suh (2007). "Industry of North Korea's Defense Industry" *Tong-il Kyungjae* (Economics of Unification)

-Chosun Ilbo (2015). Interview with Mr. Kim Chul, former member of the People's Supreme Assembly: Kim Jung-un: Possibility of Openness, le12 janvier.

-Chun, Hong-taek (1999). "The Second Economy in North Korea," *South Journal of Economics*, vol.12

-CIA World Factbook (2013). Korea North Economy. [http://www.theodora.com/wfcurrent/korea\\_north\\_economy.html](http://www.theodora.com/wfcurrent/korea_north_economy.html)

- Country Studies USA: North Korea 1993) <http://www.countrystudies.us/northkorea/46.htm>
- Courrier International (2010). Corée du Nord, c'est la Bérégia économique. <http://www.courrierinternational>. le 5 février
- Dong, Yong-sueng (2011). The Economics of Unification. Korea Institute of America
- Diplomatie France (2015). Presentation de la Corée du Nord. <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr>
- Le Figaro (2011). L'économie nord-coréenne a bout de souffle. le 19 décembre
- Frank, Ruediger (2005) Can Economic Theory Demystify North Korea? <http://www.hawaii.edu/ichung/fi>
- Frank, Ruediger (2013).North Korea Rolling Reforms, University of Vienna, 24 septembre.
- Koh, Byung-chul (2004). "North Korea in 2003 and 2004: Pyung View" Essays on Current Issues, IFES
- Koh, Soo-suk (2015). Saeng Saeng (Fresh) Talk.Tong-il Research Institute. le 28 avril
- Lee Ji-yong. North Korea's Economic Policy and Growing Cooperation with China, Institute of Foreign Affairs and National Security.  
[http://www.koreafocus.or.kr/design2/layout/content\\_print.asp?group\\_id=103036](http://www.koreafocus.or.kr/design2/layout/content_print.asp?group_id=103036)
- La Voix de la Russie, le 15 juillet 2014
- Lee, Young-sun et Deok-pyon,Yoon (2004) The Structure of North Korean Economy; Changes and Effects. Korea Institute for International Economics, Policy Discussion Paper 04-03
- Le Monde (2015) La Corée du Nord ouvre timidement son économie, le 5 janvier
- Nanto, Dick K.(2011). Increasing Dependency: North Korean Relation with China
- North Korea Economic Watch (2013) Recent DRPK wage Increase. <http://www.nkeconomicwatch.com/2013/10/16/recent-dprk-wage-increase>
- North Korea Economic Watch (2014). Russian Investments into DPRK Railways, 26 octobre.
- Suh, Dae-sook (2002). "Military First Politics of Kim Jong-il", *Asian Perspectives*, 26(3)
- Toloraya, Georgy (2007). "The Future of North Korea: System Conservation or Guided Economy", *The Asia Pacific Journal*. <http://japanfocus.org/georgy-toloraya/2626>
- Tudor, Daniel (2015) North Korea is Undergoing Some Startling Development, *the Telegraph*. [www.businessinsider.com/north-korea-undergoing-some-startling-development-2015-4](http://www.businessinsider.com/north-korea-undergoing-some-startling-development-2015-4). le 2 avril.

## Commentaire n° 1 : La Corée du Nord : réformes et ouverture

Éric Boulanger, co-directeur de l'Observatoire de l'Asie de l'Est

Depuis les grandes réformes économiques initiées par Deng Xiaoping en Chine à la fin des années 1970, les régimes communistes qui ont réussi, à l'instar de ce pays, leurs propres réformes visant à passer à une économie mixte, ont été en mesure de se maintenir au pouvoir. Ils sont peu nombreux à avoir réussi une transition post communiste en raison principalement du fait que ces réformes devaient répondre à une crise socioéconomique majeure mettant en péril la légitimité, voire la survie du régime – le désastre de la Révolution culturelle en Chine ou les famines des années 1980 au Viêtnam sont deux exemples probants –, mais une fois ces réformes bien ancrées, la croissance économique explosait et les autorités communistes pouvaient alors réclamer une nouvelle légitimité fondée sur des politiques publiques en mesure d'assurer à long terme la prospérité économique de la nation. Dans tous les cas, ces réformes ne répondaient pas à l'émergence d'une société civile autonome – une chose impossible à l'intérieur d'un système socioéconomique dominé par la planification centralisée – mais à l'incertitude des autorités communistes quant à leur emprise des appareils de l'État et de la société.

Au début des années 1990, avec la fin de la guerre froide, on pensait que la Corée du Nord allait suivre le chemin tracé par la Chine et entreprendre le passage à une économie mixte, d'autant plus que l'effondrement et la disparition de son principal partenaire économique, l'URSS, a profondément désarticulé la structure économique nationale et a eu des effets très néfastes sur la croissance à long terme (Feron, 2014). Pyongyang – toujours très méfiante des nouvelles expériences économiques irrespectueuses des fondements militaires de son économie stalinienne – refusait ce type de réformes qui auraient exigé l'abandon de l'idéologie du « Juche ». Pourtant, Kim Il-sung et Kim Jung-il ont visité la Chine à l'invitation de Deng Xiaoping qui avait bien l'intention d'initier la Corée du Nord au nouveau modèle économique chinois qui se mettait en place, notamment en leur offrant une tournée de la zone économique spéciale (ZES) de Shenzhen, le point de départ de l'expérience capitaliste chinoise (Abrahamian *et al.*, 2014 : 8-9). Pyongyang a bien fait des changements cosmétiques à sa politique commerciale en s'inspirant de l'expérience chinoise notamment en créant la ZES de Rason en 1991 – qui n'a jamais véritablement levée – mais en fait, pour Kim Il-sung et son fils Kim Jung-il, il ne faisait aucun doute que le Parti communiste chinois (PCC) courrait à sa perte en ouvrant le pays aux investissements étrangers et en abandonnant la planification centralisée à la faveur du libre marché (Reilly, 2014 : 915) et, d'ailleurs, la légitimité du régime n'était pas en péril en raison des efforts de Kim Il-sung d'établir sur des bases institutionnelles solides l'idéologie du Juche et d'assurer sa pérennité avec la « sacralisation » de la famille Kim.

Si la fin de la guerre froide n'a pas eu d'effets notables sur la politique économique de la Corée du Nord, les dures années de famine, de 1994 à 1998, faisant près d'un million de morts, auraient dû être un signal d'alarme indiquant que les choses allaient mal et

que des réformes devenaient inévitables, d'autant que la « marche laborieuse » – l'euphémisme utilisé par la presse officielle pour faire référence aux années de famine – n'a pas épargnée, du moins en partie, l'élite communiste qui a certainement souffert de la baisse drastique des approvisionnements en nourriture. Les réformes ne sont pas venues – du moins pas immédiatement – et en réponse à l'inaptitude de l'État à affronter la crise, une économie de marché a « spontanément » émergé, en tout premier lieu dans les campagnes où les familles mettaient en ventes des biens personnels pour se procurer de la nourriture ; puis ce comportement proche de « l'entrepreneuriat » s'est diffusé à d'autres unités socioéconomiques dans les villes, dans le Parti des travailleurs, voire dans l'armée, dans une lutte constante pour leur survie. Depuis le désastre induit par la réforme monétaire de 2009, plusieurs petits commerces ont vu le jour comme des salons de coiffure, des restaurants, magasins de vente au détail. Des compagnies de transport et de construction « privées » auraient également vu le jour (Reilly, 2014 : 914). Des chercheurs chinois ont souligné la vitalité des marchés locaux en pleine expansion ; ceux-ci se divisent en quatre catégories : les marchés offrant un large éventail de produits, les marchés « parallèles », le marché noir des devises et un marché résidentiel informel (cité dans Reilly, 2014 : 912). Ces marchés sont particulièrement florissant le long de la frontière avec la Chine où des sociétés d'État nord-coréennes (dans leurs capacités officielles ou non – quelques fois ces sociétés d'État ne sont que des façades pour des intérêts « privés ») et des entreprises « privées » illégales font beaucoup d'affaires avec, principalement, des firmes chinoises, mais également russes, japonaises et sud-coréennes. Il y aurait possiblement, selon Haggard et Noland (2012 : 4) – dans le cas du commerce avec la Chine – une « privatisation graduelle des échanges », notamment en utilisant des sociétés d'État comme façade.

La Corée du Nord est donc un cas relativement exceptionnel : les « réformes » – ou ce qui peut passer pour des réformes (nous y reviendrons) – ont forcément vu le jour, non pas pour placer l'économie nord-coréenne sur la voie chinoise, mais pour gérer, dans les limites de la planification centralisée, l'émergence d'une économie de marché (et d'une forme bien particulière de société civile) pour que celle-ci s'articule à l'intérieur de bornes très précises : celles de palier les insuffisances de l'économie planifiée sans que puisse émerger un contrepouvoir économique en mesure de s'élever contre le régime communiste.

La réforme du début des années 2000 n'a été que de la poudre aux yeux (malgré les voyages de Kim Jung-il en Chine en 2000, 2001, 2004 et 2006 et ses appels répétés à s'inspirer de l'expérience chinoise) ; tout au plus un effort d'ajustement de la planification centralisée aux impératifs de l'économie de marché et dès 2005, les forces « anti-réformistes » démantelaient les quelques mesures « libérales » mises en place par le régime. La réforme de la monnaie en 2009, dont la violence de sa mise en application a causé une courte mais intense mini crise économique, avait comme objectifs, premièrement, de ruiner les « nouveaux entrepreneurs » en limitant la quantité d'anciens wons qui pouvait être échanger contre de nouveaux wons, le régime soulignant ainsi que l'économie de marché ne pouvait s'étendre au point de créer un contrepouvoir économique. Deuxièmement, elle avait comme objectif de hausser le pouvoir d'achat de la société en général et à cet égard, elle a eu des effets positifs, du moins en ce qui a trait aux habitants de la capitale, mais au prix d'une lutte sévère contre l'inflation (Szalontai

et Choi, 2013 : 286 ; Lankov, 2013 ; Haggard et Noland, 2010, 2012).

Par la force des choses, une économie de marché cherche à prendre de l'expansion, mais si cette expansion est étroitement limitée par les autorités politiques comme c'est le cas présentement – elle ne peut donc pas relancer sur des bases « privées » la production industrielle que ce soit pour des biens de consommation légers ou pour fournir en équipements et en machineries le secteur agricole ou celui des transports, comme ce fut le cas en Chine – elle demeure confinée à l'échange de biens de consommation dont elle peut cependant hausser le volume par le truchement du commerce avec l'étranger, notamment avec la Chine et la Corée du Sud.

Le commerce extérieur de la Corée du Nord a pris deux directions : une première direction a favorisé la production de biens pour l'exportation à l'image du complexe industriel de Kaesong situé à quelques kilomètres de la frontière avec la Corée du Sud où l'on retrouve près de 150 firmes sud-coréennes, employant plus de 55,000 ouvriers nord-coréens et produisant, pour l'année 2012, pour 470 millions de dollars de marchandises. Étroitement contrôlé par l'État – et donc sujet aux soubresauts de la politique intercoréenne comme ce fut le cas en avril 2013 alors que les ouvriers quittent le complexe forçant sa fermeture pour plusieurs semaines – cette zone industrielle permet l'accumulation de devise étrangères et offrent du travail bien payé (entre 60 et 100 dollars par mois selon les différentes sources) à sa population tout en gardant ces « forces capitalistes » à l'écart de l'économie planifiée et du « cœur » du pouvoir politique (Lankov, 2013 : 167-170). Ce complexe demeure cependant une exception ; il est peu probable que d'autres complexes industriels voient le jour compte tenu que peu d'entreprises étrangères sont intéressées à investir dans le pays d'autant que ce type de complexe industriel ne peut échapper au chantage politique de Pyongyang comme ce fut le cas à quelques reprises pour Kaesong depuis son ouverture en 2004. D'ailleurs, Séoul offre une police d'assurance contre le « risque politique » aux firmes installées à Kaesong, ce que peu de pays feraient, incluant la Chine<sup>12</sup>.

L'institutionnalisation du commerce extérieur a également pris une seconde direction, beaucoup plus éloignée des impératifs stratégiques de l'État nord-coréen, mais plus proche des exigences institutionnelles des forces du marché et des besoins fondamentaux de la population. Cette économie de marché est en pleine expansion un peu partout en Corée du Nord – elle permet aux habitants de Pyongyang un niveau de vie relativement élevé et l'accès à des biens de consommation comme les ordinateurs ou des téléphones cellulaires (*The Guardian*, 2015a) – mais ses activités sont concentrées le long de la frontière avec la Chine et des provinces du Liaoning et du Jilin où se trouve d'ailleurs une forte minorité coréenne concentrée dans la préfecture autonome de

---

<sup>12</sup> Le gouvernement nord-coréen mettait également en place, parallèlement au complexe industriel de Kaesong, le site touristique du Mont Kumgang qui a reçu un million de touristes sud-coréens, mais ceux-ci ne fréquentent plus le site depuis qu'une touriste ait été abattue par un militaire nord-coréen en 2008. Dans la même veine, une « région administrative spéciale » voyait le jour à Sinuiju près de la frontière avec la Chine, mais cette entité n'a jamais véritablement fonctionné, probablement en raison de l'arrestation, peu de temps après sa nomination par Pyongyang, de son directeur, Yang Bin, un chinois d'origine, par les autorités de Beijing et condamné à 18 ans de prison pour corruption (Kahn, 2002a, 2002b)

Yanbian. Certaines villes frontières sont devenues des postes commerciaux florissants comme Dandong, ville de plus de 750 000 habitants située le long de la rivière Yalou et par laquelle transite près de 70 % du commerce sino-nord-coréen.

Le processus d'institutionnalisation se poursuit, d'une part, dans le cadre d'un effort non négligeable de coopération entre les gouvernements locaux et provinciaux de la Chine et de la Corée du Nord pour faciliter les échanges, protéger les droits de propriété des investisseurs ou bien encore pour mettre en place une certaine forme de régulation de la concurrence. D'autre part, les activités des firmes nord-coréennes et leurs interactions avec les firmes étrangères, notamment chinoises, favorisent en concertation avec la coopération intergouvernementale, une forme « d'isomorphisme institutionnel » dans lequel les institutions économiques chinoises sont reproduites en Corée du Nord malgré l'absence d'une politique nationale de libéralisation économique à l'image de la politique Doi Moi au Viêtnam (Reilly, 2014 : 903 ; Szalontai et Choi, 2013 : 285-6, Haggard et Noland, 2012). On peut parler d'une forme de « libéralisme local » dans la mesure où des relations transnationales se poursuivent malgré les tensions géopolitiques et sécuritaires<sup>13</sup>. Ce libéralisme local est une option utilisée, selon nous, par Kim Jung-un pour contourner les limites imposées à ses actions par l'idéologie du Juche et de la doctrine Songun.

Les annonces successives faites par le gouvernement depuis 2013 d'ouvrir au total 22 ZES s'insèrent dans cette logique de concentrer les forces du marché dans des régions spécifiques sans mettre en place une libéralisation globale de l'économie « à la chinoise ». Ces ZES possèdent une législation particulière différente de celle encadrant les activités du complexe industriel Kaesong ou dans la zone touristique du Mont Kumgang et elles sont sous la juridiction du ministère de l'Économie extérieure, ce qui n'est pas le cas pour les deux zones précédentes. Ces ZES sont habituellement petites – quelques kilomètres carrés – et sont ouvertes en principe aux investissements étrangers (une firme étrangère peut demander le statut de ZES) et favorisent un domaine économique en particulier (industries, agriculture, haute-technologie, tourisme, etc.). La régulation de ces nouvelles ZES permet avant tout des initiatives locales, de bas en haut, de concert avec les autorités et les entreprises locales, même s'il y a des exceptions, par exemple, pour établir des industries considérées comme stratégiques par Pyongyang ou bien encore lorsque la famille Kim a une certaine préférence « affective » pour une région comme celle de la zone touristique spéciale de Wonsan qui est un lieu de villégiature apprécié de la famille (Abrahamian *et al.* 2014).

Ces ZES sont cependant toujours sujettes aux aléas des luttes politiques comme l'indique l'exécution de l'oncle de Kim Jung-un, Jang Song-thaek, proche des intérêts

---

<sup>13</sup> Le libéralisme local peut se définir comme étant « la volonté d'acteurs gouvernementaux locaux – selon les possibilités offertes à l'intérieur des paramètres de la politique étrangère – de poursuivre des formes de collaboration et de coopération transnationales dans des domaines non sécuritaires comme l'économie et les affaires sociales et culturelles » (traduction libre) (Li, 2014 : 276).

économiques chinois et fervent défenseur des ZES. Son décès a d'ailleurs entraîné une baisse momentanée des échanges entre la Corée du Nord et la Chine (Abrahamian *et al.*, 2014 : 20) Si on ne peut s'entendre sur les raisons qui ont entraîné son exécution, il semble qu'il y ait des dissensions de nature économique entre ceux en faveur du passage à une économie mixte à la chinoise et ceux qui refusent une réforme globale de l'économie et qui favorisent le maintien d'une économie planifiée, de la doctrine Songun et tolèrent la présence d'une petite économie de marché afin de subvenir essentiellement aux besoins fondamentaux de la population sans en faire un moteur de la croissance économique nationale. Selon le professeur Moon Chung-in (2014), Jang serait l'un de ceux-ci, alors que Kim Jung-un serait par contre un « véritable réformateur » – la réforme de l'agriculture qui a réduit l'unité de production à la famille et les modifications apportées au modèle de gestion des sociétés d'État qui a été décentralisé sont deux exemples de sa volonté de changer les choses (*The Guardian*, 2015b) – ayant condamné Jang pour son mépris de sa politique économique et peut-être pour s'être construit un petit royaume économique en contrôlant le commerce extérieur du pays avec la Chine qui faisait de l'ombre à celui de Kim Jung-un alors qu'il est bien connu que l'économie de marché est également tolérée parce que les fonctionnaires de l'État et les cadres du Parti des travailleurs extorquent aux agents privés et aux agriculteurs un pourcentage de la valeur des transactions, ce que l'hebdomadaire *The Economist* (2015) qualifie de « racket » ou d'escroquerie en retour d'une certaine forme de protection.

Si tel est le cas, Kim pourrait bien être en faveur d'une libéralisation graduelle de l'économie et probablement qu'il s'y affine présentement, mais à l'intérieur des limites institutionnelles très rigides du Juche (Lee, 2015), l'amenant ainsi à favoriser les initiatives locales en mesure d'amener une redéfinition de l'orthodoxie économique imposée par Kim Il-sung – les isomorphismes institutionnels d'inspiration chinoises dont nous avons parlé – au détriment d'une politique économique nationale réformatrice et autoritaire. Sa pensée serait ainsi en rupture avec celle de son père et de son grand-père, lesquels voyaient dans la libéralisation de l'économie, un rejet du marxisme-léninisme et le début de la fin de l'expérience communiste. Peut-être qu'en définitive, la sacralisation de la famille Kim pousse le troisième de ce nom à entreprendre des réformes sans crainte pour la pérennité de son pouvoir absolu et de la dynastie communiste nord-coréenne.

## Références bibliographiques

Abrahamian, Andray *et al.* (2014), « The ABCs of North Korea's SEZs », The US-Korea Institute at SAIS Report, Washington D.C., 37p. En ligne : <http://uskoreainstitute.org/wp-content/uploads/2014/11/Abrahamian-SEZs-14-1118-HQ-Print.pdf>

*The Economist* (2015), « North Korea's economy. Spring release », 28 février.

Henri Feron (2014), « Doom and Gloom or Economic Boom ? The Myth of the North

Korean Collapse », *The Asia-Pacific Journal*, vol. 12, tome 18, n° 3, 5 mai.

*The Guardian* (2015a), « Pyongyang is booming, but in North Korea all is not what it seems », 15 janvier.

*The Guardian* (2015b), « North Korea's creeping economic reforms show signs of paying off », 5 mars.

Haggard, Stephen et Marcus Noland (2012), « Networks, Trust and Trade : The Microeconomics of China-North Korea Integration », Working Paper Series n° 12-0, Peterson Institute for International Economics, Washington D.C., mai, 28p.

Haggard, Stephen et Marcus Noland (2010), « The Winter of Their Discontent : Pyongyang Attacks the Market », Policy Brief n° PB10-1, Peterson Institute for International Economics, Washington D.C., janvier, 11p.

Kahn, Joseph (2002a) « China Seizes Entrepreneur Named to Run North Korea Enclave », *The New York Times*, 4 octobre.

Kahn, Joseph (2002b) « China: Tycoon Charged With Corruption », *The New York Times*, 28 novembre.

Lankov, Andrei (2013), *The Real North Korea : Life and Politics in the Failed Stalinist Utopia*, Oxford, Oxford University Press.

Lee Hy-sang (2015), « Can Capitalism Take Off in North Korea? », *The Diplomat*, 14 avril. En ligne : <http://thediplomat.com/2015/04/can-capitalism-take-off-in-north-korea/>

Li Mingjiang (2014), « Local Liberalism : China's Provincial Approaches to Relations with Southeast Asia », *Journal of Contemporary China*, vol. 23, n° 88, pp. 275-293.

Moon Chung-in (2014), « Is Kim Jung Un the Reformer, and the Executed Uncle Jang Seong-Taek the Reactionary? », *The Huffington Post*, 23 janvier. En ligne : [http://www.huffingtonpost.com/chungin-moon/is-kim-jong-un-the-reformer\\_b\\_4651493.html?utm\\_hp\\_ref=world](http://www.huffingtonpost.com/chungin-moon/is-kim-jong-un-the-reformer_b_4651493.html?utm_hp_ref=world)

Reilly, James (2014), « China's Market Influence in North Korea », *Asian Survey*, vol. 54, n° 5, septembre-octobre, pp. 894-917.

Szalontai, Balazs et Choi Changyong (2013), « China's Controversial Role in North Korea's Economic Transformation », *Asian Survey*, vol. 53, n° 2, mars-avril, pp.269-291.